

La difficile rentrée des crèches privées, en pleine tempête

Marie Bartnik

Scandales à répétition et baisse de la natalité compliquent la vie des principaux acteurs du secteur.

Accroche

Fini l'euphorie des années 2000 et 2010, au cours desquelles des groupes de crèches français fraîchement constitués se lançaient à l'assaut du marché hexagonal et du monde entier. Soutenus par les chiffres publics, ces groupes privés gèrent désormais 40 % des crèches françaises, et 75 % des microcrèches, ces petites structures aux règles de fonctionnement plus souples.

Mais le secteur a mangé son pain blanc. Il y a deux ans, il est entré dans une période de controverses et de va-et-vient. Signe que les temps sont plus durs, « pour la première fois depuis vingt ans, nous n'avons pas ouvert de nouvelle crèche à la rentrée, alors que nous en ouvrons d'habitude entre 10 et 15 », souligne Jean-Emmanuel Rodocanachi, le président des Petits Chaperons rouges, le leader du secteur. La baisse de la natalité, les perspectives des opérateurs, n'explique pas tout. Les entreprises de crèches sont prises dans une dépression, réputationnelle et financière. Plusieurs liens externes ont mis en cause un marché « où la

rentabilité prime sur le bien-être des enfants et de leurs familles ».

Une commission d'enquête parlementaire a certes conclu que « les défaillances sont de nature systémique et résultent d'un modèle économique global qui conduit à un sous-financement des crèches », plutôt qu'à la spécificité du modèle.

Comme sur le marché des Ehpad, des mouvements ont jeté l'opprobre sur l'ensemble du secteur. Dans *Les Ogres*, le tome 1, le tombeau d'Orpea, a révélé les dérives de People & Baby, un des quatre plus grands groupes de crèches privés en France avec Les Petits Chaperons rouges, Babilou et La Maison bleue. Exemples d'un rationnement des couches ou d'une réduction des portions alimentaires. Et en juin, c'était la Maison bleue que l'Institut français des affaires sociales (Igas) pointait du doigt pour sa mauvaise gestion financière.

Autant de scandales qui affectent le marché. Les entreprises qui financent des places en crèche pour les enfants de leurs salariés sont devenues plus redoutées d'être éclaboussées par un nouveau scandale. En France, certains acteurs ont certes pu

gagner des parts de marché au détriment de la qualité de nos services », se félicite ainsi Christophe Fond, le directeur général de Babilou. Mais les prix ont été tirés vers le bas, ce qui met à mal la rentabilité du secteur.

La faiblesse des tarifs publics accroît les difficultés. La prestation de service unique (PSU) versée par la Caisse nationale des allocations familiales (Cnaf) à la plupart des crèches françaises n'a été que de 0,04 % en 2025. Les crèches ont dans le même temps fait face à une hausse des dépenses de personnel, dans un contexte où la main-d'œuvre est pénurie. « Le marché est au mieux atone. La rentabilité économique est inexistante en France, et nous n'avons pas de perspective d'amélioration », se désole un gros acteur.

40 %
des crèches
sont gérées par des groupes privés

Dans ce contexte, les groupes les plus exposés à la faillite sont fragilisés, et les défaillances, de plus en plus fréquentes.

Toutes crèches privées confondues (établissements associatifs compris), 25 % des crèches ont été placées en procédures collectives en octobre 2025. Elles n'étaient que 154 en 2024 et 54 en 2022.

« Certaines de ces entreprises comptent une crèche, mais d'autres bien davantage », souligne Elsa Hervy, la déléguée générale de la Fédération française des crèches (FFEC). Parmi les victimes figure le réseau francilien de microcrèches Câlin's matins, dont les sept établissements ont été définitivement fermés en janvier. Les repreneurs potentiels ne se bousculent plus à la barre du tribunal.

En petite forme, People & Baby a de son côté fermé 44 crèches au printemps, et ne s'arrêtera pas là. La restructuration du réseau est un processus « constant et itératif », explique l'actuelle directrice. L'objectif est de pérenniser le réseau français, de retrouver une bonne santé financière et pouvoir construire le futur de People & Baby sur des bases plus saines ».

lien externe anonyme ?

Le groupe devrait changer de mains ces prochaines années. Le fonds de dette Alcentra, son actuel actionnaire, n'a pas vocation à conserver People & Baby dans son giron. Les filiales chinoise, dubaïote ou italienne ont déjà été vendues pour réduire la dette. Mais la France ne le sera que lorsque le réseau sera remis à flot... et que des concurrents ou des investisseurs seront prêts à y mettre le prix. « Pour l'instant, aucun acteur de la petite enfance ne dispose de la visibilité et de la marge financière suffisantes pour racheter les crèches de People & Baby en France », explique un concurrent.

lien externe anonyme ?

Les acteurs attendent avec impatience la nouvelle convention d'objectifs et de gestion (COG), qui fixe, entre autres, les règles de financement du secteur. « Mais nous ne pouvons pas nous permettre d'attendre 2028 pour changer ces règles », alerte Christophe Fond. D'ici là, les crèches privées demandent une revalorisation de la PSU de 2 %, qui coûterait 90 millions d'euros. Une dépense qu'ils proposent de financer sur le budget dédié à la création de nouvelles places en crèche, de toute façon non utilisé faute de personnel suffisant. ■